

Le Gouvernement rendrait un service inappréciable à la population du Canada en général, s'il s'occupait sans délai de donner une solution à ce problème.

M. GOULD (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, il est assez difficile pour un orateur, à cette étape avancée du débat d'y apporter du nouveau et ce serait là une excuse suffisante pour clore la discussion. Cependant, après avoir rendu visite à mes commettants, j'ai constaté qu'ils s'intéressent beaucoup au budget et qu'ils suivent avec attention les diverses manifestations d'opinion, qui se sont donné libre cours ici. Je désire me joindre aux autres honorables membres qui ont complimenté le ministre intérimaire des Finances (M. Robb) pour l'habileté qu'il a déployé lorsqu'il a prononcé son exposé budgétaire. J'espère que l'année prochaine, je pourrai encore lui offrir des félicitations aussi sincères que celles d'aujourd'hui.

J'ai l'impression que la clause du *dumping* peut être interprétée de façon à multiplier tous les bénéfices apparents que comporte le budget en discussion. J'espère donc en toute sincérité et j'ai confiance,—j'emploie le mot "confiance" dans sa pleine acception,—que ni le ministre ni le Gouvernement se garderont bien d'appliquer la clause du *dumping* d'une façon trop sévère, s'ils doivent jamais y recourir, car nos gens craignent que les restrictions impliquées dans cette clause ne soient invoquées avec trop de rigueur. J'ai remarqué, surtout au début du débat, que nos honorables amis du parti conservateur ont commencé invariablement leurs discours par des félicitations à l'adresse du ministre intérimaire des Finances tout en manifestant leurs regrets de l'absence forcée du ministre des Finances (M. Fielding). Et sous prétexte d'expliquer leur attitude, mes honorables amis ont affirmé que, eût-il été à son siège, le ministre des Finances n'aurait jamais accepté la paternité d'un budget comme celui-là. C'est admettre que le ministre des Finances est plus influent que tout le reste du parti libéral; bref que la partie est plus grande que le tout, ce qui est une impossibilité.

La déclaration du premier ministre que le ministre des Finances approuve le budget en discussion m'a donné pleine et entière satisfaction et il doit en être de même de mes honorables amis de l'opposition officielle, puisque depuis ce moment, ils ont cessé de déplorer l'absence du ministre des Finances.

J'ai l'honneur d'occuper un siège ici depuis un assez bon nombre d'années, pendant lesquelles le ministre des Finances était en pleine activité. Je l'ai entendu exposer le programme que mes honorables amis le félicitent aujourd'hui d'avoir perpétué. Je ne

puis me souvenir d'une seule circonstance où ils aient prodigué à son intention les louanges serviles qu'ils lui décernent en son absence. Cette tactique ressemble quelque peu à l'inscription d'une épitaphe sur une pierre funéraire. Si, de l'avis de mes honorables amis, le ministre des Finances a soutenu un programme qui était avantageux pour le Canada en général, que ne lui ont-ils prodigué leurs louanges tardis qu'il était ici au lieu d'attendre à cette heure tardive?

Depuis 1875, toutes les élections générales qui ont eu lieu au Canada, sauf deux, se sont faites sur le tarif douanier ou sur des questions d'ordre économique. Les deux seules exceptions auxquelles je fais allusion, ce sont les élections générales de 1908 et de 1917. La campagne électorale de 1908 roula surtout sur la question du chemin de fer Transcontinental, tandis que la question à l'ordre du jour, en 1917, c'était la formation du gouvernement d'union ou du cabinet de guerre. Si en 1908 le gouvernement s'était appliqué à discuter le tarif,—eût-il perdu ou gagné l'élection,—cela aurait beaucoup mieux valu, pour le peuple, que la conclusion de certaines mesures relatives à ces énormes dépenses que les chemins de fer nous ont coûtées. Cependant, je n'entends pas traiter les questions de chemins de fer; comme le tarif m'intéresse beaucoup, j'y consacrerai surtout mon attention. Qu'il me soit permis, cependant, de dire quelques mots du très habile discours que l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens) a prononcé. Il a dit que dès sa jeunesse il avait lu Adam Smith, Henry George, John Stuart Mill. Mais ce qui m'intrigue, c'est qu'après avoir lu ces économistes, il ait pu appuyer en 1924 une politique inaugurée en 1878, c'est-à-dire la Politique Nationale. Cela paraît étrange, mais l'honorable député pourra sans doute m'expliquer son attitude dans une conversation. Depuis le temps de sir John A. Macdonald l'agriculture a fait plus de progrès que toute autre industrie; l'année dernière, le Canada a produit plus de grain exportable que tout autre pays du monde. Notre récolte de grain constitue donc la base de notre richesse nationale et au point de vue économique il serait sage de nous intéresser particulièrement à cette industrie essentielle. Je soutiens que la Politique Nationale est diamétralement contraire aux plus grands intérêts de l'agriculture. L'honorable député de Vancouver-Centre voudrait un marché domestique pour les produits agricoles et pour les produits manufacturés. A l'entendre, il faudrait accorder au manufacturier une protection capable de rendre la concurrence impossible, mais sur ce point il se monte partial; en effet le cultivateur n'est pas protégé, il est plus ou moins victime de la protection accordée au manu-